

# Journal de Palestine

## Géopolitique et stratégie

N° 585 du 02.07.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Tariq Ramadan : Le Président Barak Obama : Le verbe et les symboles.

1-2 Kharroubi Habib : Paris veut détourner les Palestiniens de l'Assemblée générale de l'ONU... !

1-3 Andrew Levine : Quand l'agresseur est un lâche...

Annexe

Démolitions de maisons dans Jérusalem-Est de 2004 au 31 décembre 2010 - chiffres B'Tselem

---

### 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

#### 1-1 Tariq Ramadan : Le Président Barak Obama : Le verbe et les symboles.

.Le bien dit et le mal entendu.

26 mai

Après le discours du 4 juin 2009, le président Barack Obama a ressenti le besoin de s'adresser aux Arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la suite des événements majeurs que sont les révolutions et la mort d'Oussama ben Laden.

L'élection du premier « African American President » avait suscité d'immenses espoirs dans les sociétés majoritairement musulmanes : non pas seulement à cause des origines de Barack Obama mais surtout car il semblait incarner un renouveau dans la vision et la politique américaines après les sombres années de l'administration Bush.

L'actuel Président a su manier avec excellence la force du verbe et jouer du pouvoir des symboles. Quelque chose a changé aux Etats-Unis, c'est une évidence, et la page d'une ère bien sombre a été tournée. Il reste qu'il faut mesurer son optimisme et regarder les faits pour ce qu'ils sont. Le président Barack Obama avait promis de mettre un terme aux situations de non droit, comme à Guantanamo ; de reformer les législations discriminatoires et de faire cesser les traitements dégradants telle la torture (légitimée au nom de la guerre contre le terrorisme) ; de mettre un terme aux situations de guerre en Afghanistan et en Irak ; de faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient ; d'ouvrir enfin une ère nouvelle dans les relations internationales multipolaires. Or, au-delà des symboles et des mots, on s'aperçoit que les choses ont peu changé, voire que la politique sécuritaire s'est durcie : Guantanamo demeure une honteuse réalité, la nouvelle législation sur le terrorisme expose

certains citoyens, politiquement ou religieusement « sensibles », aux traitements les plus aléatoires et clairement discriminatoires (de l'emprisonnement à la déportation sur la base de simples suspicions), les guerres d'Irak et d'Afghanistan continuent et le processus de paix n'est plus qu'un slogan, mort dans les faits. Qu'est-ce qui a changé, de fait, et qu'est-ce qui devrait changer, somme toute ?

Il y a ce dont le Président parle et ce dont il ne parle pas : les dits et les non dits déterminent ensemble la vraie substance de son discours. Barack Obama fait face à deux défis majeurs : la question internationale est bien sur évidente – ce fut la substance dite de son discours - mais celle-ci est inextricablement liée à la politique intérieure avec laquelle le Président doit forcément composer (dont il n'a rien dit, à une année des élections). Il ne faut rien négliger du contexte après l'annonce de l'opération « légale » contre la tête d'al Qaida au Pakistan. L'exécution de Oussama ben Laden a montré encore une fois l'étendue du fossé existant entre l'administration américaine et les musulmans aux Etats-Unis et à travers le monde. Evénement médiatique majeur en Occident, couvert par toute la presse du Nord, comme une victoire et la fin du « symbole du terrorisme », la mort d'Oussama ben Laden a suscité peu de réactions parmi les musulmans en Occident comme en Orient, et plus largement dans les pays du Sud. Pas d'images, pas de preuve, à quoi s'est ajoutée l'annonce du rejet à la mer du corps de ben Laden : tout cela a suscité des questions, des doutes, et surtout une distanciation claire tant vis-à-vis des Etats-Unis que, et depuis longtemps, de ben Laden lui-même. Ce dernier n'a jamais atteint les foules ni galvanisé les peuples musulmans (à l'exception d'une minorité d'extrémistes violents) et l'administration américaine, en agissant de la sorte montrait, une fois de plus, qu'elle n'avait pas les clefs des intelligences et des sensibilités musulmanes. Le discours de Barack Obama, le soir de l'annonce de l'élimination de ben Laden, était certes éloquent, mais force est de constater qu'il fut négligé par le monde musulman, et bien mal entendu. Il s'agissait d'un discours d'abord destiné aux Américains : Barack Obama montrait ainsi sa capacité à être ferme, à savoir protéger son pays, à prendre des décisions de guerre, graves et dangereuses. On lui avait tant reproché ses hésitations : il a gagné plus de douze points dans les sondages. Dans un contexte pré-électoral, une première belle opération de communication au demeurant.

Il fallait donc un nouveau discours, cette fois-ci destiné aux Arabes, aux démocrates et aux musulmans en général puisque le Président a compris qu'il avait non seulement été incompris mais également mal reçu. De plus en plus Barack Obama apparaît comme l'homme de la séduisante image et du beau verbe derrière lequel se cache une administration moins regardante sur les principes et la cohérence des politiques menées sur la scène internationale comme sur le plan intérieur. On a certes entendu le clair soutien des Etats-Unis aux mouvements de démocratisation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient mais qu'en est-il du traitement différencié de ces mouvements (entre la Libye et la Syrie par exemple où on attend de Bashar al-Assad, dont on a besoin et qui fait tirer sur les civils désarmés, qu'il réforme magiquement son régime despotique) ou du silence complice quand il s'agit des pétromonarchies alliées (comme le Bahreïn soutenu par l'Arabie Saoudite) qui répriment et tuent les civils et les opposants non violents ? On a certes entendu que la souffrance et les droits des Palestiniens devaient être respectés mais quel a été la politique effective de l'administration Obama depuis trois ans : du silence lors des massacres de Gaza à la mort de dizaines de civils désarmés lors de la célébration de la Nakba, le 15 mai 2011 ? On peut se réjouir que le Président ait mentionné les frontières de 1967 comme principe de négociation entre Israël et les Palestiniens : il reste que la passivité américaine quant à la politique continue et effective de colonisation israélienne et aux faits accomplis sur le terrain rend cette position inconsistante et caduque de fait. Ce sont des mots, encore des mots, pour faire rêver les Palestiniens et les Arabes et qui n'empêchent en rien les Israéliens d'avancer dans leur stratégie. Ce qu'ils font depuis tant de temps derrière la façade des tensions médiatisées entre les deux gouvernements américains et israéliens.

Guantanamo et la torture restent des réalités dans l'Amérique de Barack Obama avec le déni des droits élémentaires pour les prisonniers et, de surcroît, le sang des civils irakiens et afghans semble toujours compter pour presque rien. Pour bien moins que le sang des civils libyens au demeurant : et pourquoi donc ? Des raisons économiques seraient-elles le vrai moteur de la politique américaine en Afrique du Nord et au Moyen Orient ? Tout porte à le penser et les dits et les non dits du discours de Barack Obama ne sont pas pour rassurer la rue arabe. Dans son discours, le Président a beaucoup insisté sur la dimension économique des révolutions arabes. Il n'y aura pas de vrai processus démocratique sans développement et stabilité économique : le propos est juste et l'équation fait sens. Barack Obama annonce une diminution de la dette, un investissement et un soutien financier américain majeur dans la région avec l'aide de l'Europe et de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Tout porte à croire que l'ouverture démocratique est pensée et accompagnée de l'ouverture de nouveaux marchés juteux : l'administration américaine, et derrière elle les multinationales, n'ont pas pour seules amours, libres et désintéressées, la démocratie, la justice et la liberté mais aussi la rentabilité marchande et la pénétration consumériste. Le Président a présenté ce soutien économique en terme de solidarité et de générosité à l'égard des peuples... dont la négligence pendant des décennies ne l'a jamais perturbé. L'absence de référence aux nouveaux acteurs économiques régionaux et également intéressante à noter : la Chine, l'Amérique du Sud ou la Turquie ne vaudraient pour rien dans le positionnement américano-européen dans la région ? Qui peut le croire... Qui ne sait entendre le sens des silences dans le discours de Barack Obama. Les retombées économiques régionales (en Afrique du Nord et au Moyen-Orient) pourraient se révéler plus conséquentes en terme d'enjeux géostratégiques que les processus de démocratisation politique : une apparente indépendance politique avec quelques libertés est en train de clairement se marier à une dépendance économique accrue et de multiples contraintes. L'économie libérale n'est libérale que pour certains. Barack Obama répète à l'envie que « l'Amérique n'a rien contre l'islam et les musulmans » en omettant d'ajouter « tant que, démocrates ou autocrates, ils ne s'opposent pas à nos intérêts ». Un nouveau visage, le même discours : une fois encore c'est l'action concrète qui pourrait changer la donne. Les musulmans entendent parfaitement le dit et le non dit mais ne voit rien venir quant à une politique qui serait vraiment nouvelle.

Sur un autre plan, il faut ajouter que la question de l'islam est en train de s'inviter aux prochaines élections américaines. Le mouvement du Tea Party et les néo conservateurs mènent campagne sur le danger de la présence de l'islam et de l'islamisation de l'Amérique. Dans dix-huit Etats américains, on tente de passer des lois surréalistes sur l'interdiction de l'application de la shari'a présentée comme une référence barbare. Il ne s'agit donc plus de s'attaquer à l'islamisme

extrémiste violent mais à l'islam en tant que tel et à l'essence de cette religion. Ce mouvement gagne du terrain et, de controverse en controverse, installe une atmosphère étrange dans le pays. De la mosquée du Park 51 (dite du ground zero) à la journée appelant à brûler le Coran, jusqu'aux mobilisations locales contre des manifestations musulmanes ou la construction de mosquées, les tensions s'avivent et on retrouve aux Etats-Unis des discours et des attitudes que l'on a vu s'installer depuis plusieurs années en Europe. Un racisme antimusulman, une islamophobie, qui fait campagne et cherche à stigmatiser une partie de la population américaine sur une base prioritairement religieuse (en plus du racisme contre les Africain-Américains qui perdure). Une politique émotionnelle basée sur la peur, la méfiance et le rejet et qui utilise les tenants du populisme européen, à l'instar de Geert Wilders qui remplit les salles aux Etats-Unis, pour confirmer le bien fondé de cette nouvelle xénophobie.

L'élection du Président Barack Obama a paradoxalement permis à ces mouvements de gagner du terrain en jetant le discrédit sur sa propre personne, son origine, voire sa religion (23% des Américains pensent qu'il est un crypto-musulman et 42% pensent qu'il n'est pas un bon chrétien : cela fait un total de 65% d'Américains dans le doute). ces mouvements n'auront de cesse de multiplier les critiques et de mettre le Président dans les situations les plus inconfortables qui soient. Ce dernier a dit et répété que l'islam était une religion américaine mais il apparaît urgent que son administration, sur le plan intérieur, fasse preuve d'un courage autre que verbal et qu'elle confronte les courants islamophobes et xenophobes avec des politiques plus égalitaires et plus déterminées. Les beaux discours du Président sont suivis de politiques très frileuses sur le terrain : l'arrivée des prochaines élections ne va sans doute pas aider à renverser cette réalité et pourtant c'est paradoxalement le meilleur moyen pour le Président de s'affirmer comme le Président du renouveau, capable de l'emporter avec une politique juste et raisonnable en 2012. L'enjeu est majeur et, en ce qui concerne la question du renouveau de la relation avec l'Islam et les musulmans, la politique internationale est liée à la politique intérieure. Le Président Barack Obama ne peut se satisfaire de discours intelligents (et toujours ouverts) auxquels ils invitent des leaders, des savants et des intellectuels musulmans. Dans la rue arabe, comme dans les villes et les innercities américaines, les citoyens musulmans ordinaires n'ont que faire des images et des mots. Ils restent à l'écoute des silences qui dévoilent, et de l'absence d'actions qui confirment au quotidien les insuffisances critiques de la politique d'Obama depuis trois ans. Les peuples musulmans savent, comme d'ailleurs tous les peuples, qu'il y a un ironique paradoxe à offrir un prix Nobel de la Paix à celui qui toujours en parle et jamais ne l'a concrètement fait. tout est dit dans ce prix. A la lumière des vrais défis, qui exigent de vraies actions, ce fut un beau discours, bien écrit, et qui, une fois de plus, risque d'être mal, peu, ou carrément, pas entendu. Et qui donc aurait tort de demander, au cœur de la transparence démocratique, que celle-ci s'habillât de quelque concrète cohérence ?

Tariq Ramadan

Publié le 27 mai 2011

Source : Tariq Ramadan

<http://www.tariqramadan.com/...>

---

## 1-2 Kharroubi Habib : Paris veut détourner les Palestiniens de l'Assemblée générale de l'ONU... !

Au constat que le processus de paix au Proche-Orient est bloqué par la faute d'Israël qui a refusé de reconduire le moratoire sur les nouvelles constructions dans les colonies de Cisjordanie, les dirigeants palestiniens ont annoncé qu'ils comptent demander en septembre prochain la reconnaissance par l'Assemblée générale des Nations unies de l'Etat palestinien sur la base des frontières de 1967.

A cette annonce, la France, contrairement aux Etats-Unis, n'a pas estimé que l'initiative palestinienne était préjudiciable aux efforts faits par la communauté internationale en vue de relancer le processus de paix au point mort. L'Elysée, où Mahmoud Abbas avait été reçu peu de temps après la déclaration palestinienne, a même instillé l'espoir que la France pourrait appuyer l'initiative en faisant savoir que " Paris réfléchissait sur l'intention palestinienne ".

Le résultat de la réflexion est que Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, a révélé, jeudi dernier à partir de Ramallah où il s'est entretenu avec le président de l'Autorité palestinienne, que son pays se propose d'organiser avant fin juillet dans l'Hexagone une conférence internationale en vue de tenter une remise sur les rails du processus de paix au Proche-Orient à l'arrêt.

La proposition française n'enchant pas outre mesure l'Autorité palestinienne et Mahmoud Abbas s'est contenté d'estimer que l'initiative de Paris " est sur le principe acceptable ". Une appréciation marquée à l'évidence du sceau de la réserve.

Et les Palestiniens n'ont pas tort de se montrer réticents, car en fait la proposition française a pour but de les dissuader d'en appeler à l'Assemblée générale des Nations unies. La conférence internationale que Sarkozy veut réunir lui rapportera peut-être des dividendes en terme de points de popularité à quelques mois de l'élection présidentielle française, mais contribuera à coup sûr à fourvoyer les Palestiniens dans l'impasse d'une improbable reprise des négociations de paix, toujours conditionnées par les préalables et diktats de l'Etat sioniste et de son allié stratégique, les Etats-Unis.

Si la France n'a pas en fait pris position franchement contre l'intention palestinienne de s'en remettre à l'Assemblée générale de l'ONU, elle travaille insidieusement à faire renoncer Mahmoud Abbas à aller irrévocablement dans ce sens.

Sans le déclarer ouvertement, Paris est sur la même ligne que Washington et Tel-Aviv, qui ne veulent pas entendre d'un vote onusien sur la question de l'Etat palestinien et de ses frontières. Une conférence internationale sur la Palestine en France donnera l'illusion que la diplomatie de ce pays pèse au Proche-Orient, mais ce ne sera qu'un remake des précédentes qui ont marginalisé le rôle des Nations unies dans le conflit israélo-palestinien au profit des Etats-Unis et des puissances occidentales favorables aux intérêts de l'Etat sioniste.

Paris est mû par la même logique qui guide la politique américaine dans l'affaire palestinienne, à savoir que sous prétexte de créer les conditions favorables à la reprise du processus de négociations de paix, c'est sur les Palestiniens qu'il faut exercer la pression pour qu'ils fassent toujours plus de concessions aux Israéliens. Celle qui est recherchée à travers la conférence

internationale annoncée est de leur faire abandonner l'idée de demander à l'Assemblée générale onusienne la reconnaissance internationale clairement déclarée de leur Etat national et de s'en remettre à des médiations occidentales, dont pourtant le temps et la pratique ont prouvé qu'elles travaillent au service exclusif des desseins de l'Etat d'Israël.

Kharroubi Habib

7 juin

Source : Le Quotidien d'Oran

<http://www.lequotidien-oran.com/...>

---

## 1-3 Andrew Levine : Quand l'agresseur est un lâche...

La bande de Gaza est la plus grande prison à ciel ouvert dans le monde.

L'occupant israélien a su imposer un véritable univers concentrationnaire aux propriétaires historiques de la Palestine - Des membres éminents du parti du Likoud de Benjamin Netanyahu, dont certains sont ministres dans son gouvernement, font partie du Comité pour la terre d'Israël (Land of Israel Caucus) une formation politique qui s'oppose à ce qu'Israël rende les territoires occupés depuis 1967.

C'est la plus grande formation de la Knesset. Pour sauver les apparences Netanyahu n'en est pas membre ; en effet cela fait partie de la fonction des premiers ministres israéliens de faire semblant de préconiser la "solution de deux états". Mais qui peut douter de ce que Netanyahu souhaite vraiment ? Et d'ailleurs qui peut douter que l'option du Grand Israël est celle qui a, et a toujours eu, la faveur des politiciens israéliens de tous bords ?

Les liens entre le bras principal du lobby israélien aux USA, le Comité des affaires publiques israélo-américaines (AIPAC), et la droite israélienne sont étroits. Et l'influence de l'AIPAC sur le Congrès et la Maison Blanche sont légendaires. Mais les opinions de l'AIPAC ne reflètent pas l'opinion publique étasunienne. Cela vient des chrétiens évangéliques réactionnaires qui en font partie, car en fait si la plupart des Juifs étasuniens, comme la plupart des Etasuniens soutiennent Israël, leur soutien est tiède et leur soutien pour un "Grand Israël" encore plus. Contrairement à ce que croit notre classe politique et à ce que nos médias voudraient nous faire croire, l'AIPAC est sans doute un tigre de papier. Mais à moins que quelqu'un en position de le faire -comme par exemple un président étasunien qui aurait des cojones- ne les mette au pied du mur, ils peuvent être aussi puissants qu'ils en ont l'air. Netanyahu s'est rendu compte avant même Mitch McConnell et John Boehner que notre président n'en a pas.

Mais les temps changent et pas seulement parce que l'éternel conflit israélo-palestinien est devenu un problème pour les machinations militaires et diplomatiques de l'empire. Le printemps arabe modifie des paramètres qui étaient restés stables pendant des dizaines d'années d'une manière qu'il est encore difficile d'appréhender mais qui a peu de chance de renforcer le statu quo. De sorte que, au moment même où Israël fait preuve d'une intransigeance plus grande que jamais, il serait en fait absolument nécessaire que ce pays fasse preuve de souplesse stratégique - s'il veut obtenir un "compromis historique" qui réponde aux ambitions territoriales sionistes.

C'est la raison pour laquelle on entend de plus en plus aux USA des appels à un nouveau départ des relations israélo-étasuniennes -et pas moins dans la communauté juive étasunienne qu'ailleurs. La main mise de l'AIPAC sur la classe politique étasunienne est toujours aussi forte mais il devient de plus en plus clair qu'il ne représente que la minorité de la minorité.

A l'évidence que de plus en plus de gens sont conscients qu'il faut repenser les présupposés sionistes s'ajoute le fait que beaucoup de partisans d'Israël sont de plus en plus préoccupés par le mépris d'Israël envers le droit international et par l'injustice sans fin de son régime d'occupation. Des nouvelles des flagrants délits israéliens ne pénètrent le brouillard médiatique étasunien que de temps en temps, notamment pendant les guerres d'Israël -qui dernièrement ont été menées non pas contre de vraies armées ni même contre des milices organisées mais, comme à Gaza en 2008, contre des populations civiles. Ces derniers jours, ce sont les manifestants désarmés du plateau du Golan qui ont été attaqués frontalement par l'armée israélienne en dehors des frontières reconnues internationalement. Dans de pareilles circonstances il est difficile de faire semblant de ne rien savoir malgré les efforts dans ce sens des médias défailtantes\* comme NPR, le New York Times et les majorettes du parti démocrate le soir sur MSNBC. Les démocrates libéraux du Congrès sont encore pires ; par exemple, Anthony Weiner, qui est (ou était) un des plus remarquables du lot ! Comme c'est ironique qu'il se retrouve aujourd'hui mis à l'index pour des actions perpétrées pendant son adolescence plutôt que pour ce qu'il a réellement fait de honteux !

L'état d'Israël était supposé être "une lumière parmi les nations". Quelques défenseurs d'Israël croient qu'il l'est toujours. Mais tout le monde n'est pas capable du niveau de déni et d'autopersuasion nécessaires pour se maintenir dans cette illusion, surtout quand les faits matériels prouvent le contraire.

Toutefois le soutien étasunien pour Israël demeure fort parce que beaucoup d'aspects de la religion civile des USA concourent à le maintenir. Un en particulier doit être mentionné : c'est le rôle que joue l'Holocauste dans la vie des Etasuniens en général (et pas seulement des Juifs étasuniens). Entre autres choses, l'Holocauste -ou plutôt la manière dont il est décrit dans la religion civile- sert d'étalon en regard duquel les crimes américains passés et présents (même l'esclavage et l'annihilation des peuples indigènes et de leur culture) font pâle figure et peuvent donc être pardonnés.

[Le nom en lui-même est révélateur : "holocauste" est le terme biblique pour "sacrifice par le feu". Il suggère que le meurtre des Juifs par les Nazis de 1942 à 1945 était le mal absolu et qu'il n'a donc pas d'explication historique. Cette interprétation n'est d'aucune utilité mais elle est si répandue qu'elle est devenue incontournable.]

L'Holocauste est crucial pour comprendre comment Israël a été créé et pourquoi il a bénéficié de tant de complaisance - surtout de la part des américains du nord, des Européens et de Allemands. Mais cela ne donne pas le droit à Israël de faire tout ce qu'il veut au Moyen Orient. Même si les peuples pouvaient accumuler une sorte de "capital moral" qu'ils pourraient transmettre aux générations futures, ce ne serait pas le cas. Le problème n'est pas seulement que seule une minorité d'Israéliens d'aujourd'hui ont des liens directs avec l'Holocauste, soit par expérience personnelle soit parce qu'ils sont des

enfants de rescapés. Le problème est que lorsque le génocide a eu lieu il n'y avait pas d'état d'Israël - et personne en dehors des cercles sionistes "révisionnistes" n'a jamais défendu l'idée, absurde en elle-même, qu'un futur état juif en Palestine représenterait un jour d'une manière ou d'une autre les victimes de l'holocauste.

Et pourtant l'idée que l'holocauste justifie l'usurpation des territoires palestiniens par les colons juifs s'est répandue dans notre culture politique -grâce en partie aux efforts des institutions sionistes laïques et religieuses et à l'empressement de tous - excepté les autorités religieuses les plus orthodoxes - à accepter l'idée que l'établissement d'un état juif en Palestine est l'accomplissement de 2000 ans d'histoire et d'espoirs juifs. En fait, ce que "l'année prochaine à Jérusalem" a signifié pendant la presque totalité de ces 2000 années n'était pas qu'il y aurait un état juif -l'idée même d'état est une invention moderne- mais que le Messie viendrait. Les derniers mots du Seder de Pâques exprimaient une conviction théologique, et non une conviction politique.

\* \* \*

Même si le soutien à Israël perdure, la croyance qu'Israël est sur la "bonne voie" comme disent les sondages, a diminué. On craint de plus en plus que l'intransigeance d'Israël et le soutien que les USA lui accordent, ne mettent le caractère "juif et démocratique" d'Israël en danger.

Les Sionistes n'ont jamais exprimé clairement des vues anti-démocratiques mais, pour presque tous les Sionistes, le principal est qu'Israël soit juif, pas que ce soit une démocratie. Il y a eu des intellectuels en Palestine dans les premiers temps de la colonisation juive qui étaient des exceptions remarquables -comme Achad Ha'am (Asher Ginsberg), Judah Magnes et Martin Buber. Cependant ce courant minoritaire s'est tari à la création de l'état d'Israël.

Toutefois on trouve encore des traces de Sionisme humaniste, centré sur la culture plus que sur la politique, dans des groupes de gauches marginaux en Israël et dans des cercles de gauche et libéraux des communautés juives dans la diaspora.

Paradoxalement, avec la droite au pouvoir en Israël et la capitulation de l'administration d'Obama, comme celle de ses prédécesseurs, devant l'AIPAC, l'intérêt pour la démocratie -et pour des relations respectueuses et de bon voisinage avec les Palestiniens- connaît une légère recrudescence. Il ne faut pas exagérer le phénomène mais il faut quand même dire qu'il y a des groupes sionistes organisés qui défient l'AIPAC et d'autres piliers du lobby israélien : J-Street est le plus connu et le plus représentatif d'entre eux. Pour ces groupes, il est capital qu'Israël soit (ou demeure) un état aussi (ou presque aussi) démocratique que juif.

C'est un sentiment honorable en comparaison du point de vue des représentants (autoproclamés) traditionnels des Juifs américains. Mais peut-il vraiment y avoir deux états dans le territoire de la Palestine qui était sous mandat britannique -un juif et un palestinien, et l'état juif peut-il au moins être (ou rester) démocratique ?

\* \* \*

Cela fait quelque temps maintenant qu'il y a plus de Juifs israéliens qui quittent Israël que de Juifs de la diaspora qui viennent habiter en Israël ; ironiquement l'Allemagne est leur destination favorite. Mais même si le vieil esprit pionnier a fait long feu et même si le moral des Sionistes est bas (en dehors des cercles de religieux fanatiques), il n'y a aucune chance que les Israéliens qui parlent Hébreu renoncent à l'idée d'un état juif. C'est la raison pour laquelle, un état laïque et démocratique qui intégrerait tous les habitants actuels de la Palestine du Mandat sur une base égalitaire est irréalisable dans un futur proche. Il n'existe pas de courant significatif d'opinion en Israël qui envisagerait de renoncer au "caractère juif" de l'état. Et il n'existe pas non plus de force extérieure qui soit le moins du monde capable ni désireuse de promouvoir cette possibilité : surtout avec la propension d'Israël à considérer toute menace réelle ou imaginaire comme des défis "existentiels" qu'il faut résoudre par la guerre ; et pas tant qu'Israël est armé jusqu'aux dents et en possession de deux à quatre cents armes nucléaires.

Il est aussi significatif que l'opinion mondiale soit depuis longtemps en faveur de la "solution" de deux états et qu'un accord ait presque été conclu sur ses grandes lignes au sommet de Taba dans les dernières semaines de l'administration de Clinton. Cela fait plusieurs dizaines d'années aussi que les principaux pays arabes, les USA et même Israël ont donné leur accord de principe à cette solution.

Cependant la solution de deux états ne peut être mise en oeuvre que si les USA font à Israël une proposition qu'il ne peut refuser. Quand on voit avec quelle rapidité Obama envoie partout ses escadrons d'attaque (pas seulement les Navy Seals mais toute une panoplie de forces d'opérations) et quand on voit qu'il est aussi déterminé qu'un chef de gang à sauver la face et à manifester son pouvoir, on pourrait croire que gérer le style parrain de la mafia de Netanyahu serait dans ses cordes. Mais hélas, le despote est un lâche.

Ce n'est pas de chance : ce serait beaucoup mieux - dans le sens de plus humain et plus sympathique- que ce soit J-Street que l'AIPAC qui obtienne ce qu'il veut. Et tant qu'il n'y a pas d'alternative réalisable sur le plan politique à une prolongation indéfinie du statu quo, qui peut apporter la contradiction à ceux qui sont en faveur d'un état juif et démocratique ?

\* \* \*

Qui, à part les intransigeants des visions politiques bien construites, peut croire qu'un état puisse être à la fois juif et politique ? Il ne s'agit pas seulement de supprimer la séparation entre l'autorité religieuse et politique -entre la "synagogue" et l'état. Israël a ses théocrates ; tous les états qui ont des religions entachées de religiosité issue d'Abraham en ont. Mais ceux qui veulent qu'Israël soit (ou demeure) à la fois juif et démocratique ne veulent pas d'une théocratie. Beaucoup, sans doute le plus grand nombre, de Juifs israéliens ne sont même pas juifs au sens religieux du terme. Et les fondateurs d'Israël ne l'étaient certainement pas. Pour eux "Juif" désigne une ethnie pas une religion. Ils veulent un état juif pour des raisons ethniques et non religieuses.

Il est reconnu que les groupes ethniques et nationaux sont des "communautés imaginaires". L'ethnie juive ne fait pas exception. Cela a toujours posé problème aux Sionistes laïques. Depuis le début ils ont toujours trouvé difficile et parfois même impossible d'imaginer l'ethnie juive sans se référer à la religion partagée par les communautés juives à travers les siècles. Aucun des autres supports habituels n'existe : il n'y a pas de langue commune, pas de terre commune (s'il y en avait une on n'aurait pas besoin du Sionisme) et il devient de plus en plus clair que la revendication d'une descendance commune est problématique. On peut donc penser que l'ethnie juive est plus imaginaire encore que les autres.

Il n'y a probablement pas beaucoup de membres du Comité pour la terre d'Israël qui iraient jusqu'à admettre qu'ils veulent un régime ethnique et les Sionistes plus "modérés" ont toujours trouvé cette idée horrible ; c'est encore plus vrai de la gauche sioniste. Ce qu'ils ont toujours voulu c'est qu'Israël soit un état juif dans le sens où le Danemark est un état danois par exemple - pas un état de, par et pour des personnes de l'ethnie danoise (quoi que ça puisse être) mais un état dans lequel une vaste majorité de citoyens sont des Danois ethniques. Ils voyaient Israël comme le Danemark du Moyen Orient.

A notre époque de capitalisme néo-libéral et de mobilité de la main d'oeuvre, cette sorte d'état est devenue problématique partout, même au Danemark, mais en plus le modèle ne pouvait absolument pas être appliqué dans la Palestine du Mandat où il y avait déjà une population autochtone et où ce sont les Juifs qu'il a fallu importer.

Parce qu'on pouvait importer des Juifs -d'Europe centrale et d'Europe de l'est et ensuite des pays historiquement musulmans et de l'ancienne Union Soviétique - le problème a été ignoré pendant des dizaines d'années. Mais on ne peut pas l'occulter indéfiniment parce que tous les Juifs qui veulent vivre en Israël y vivent déjà et parce que se profile ce que les Sionistes appellent une "bombe démographique". Le taux des naissances juives n'est absolument pas suffisant pour maintenir la majorité juive dans la Palestine du Mandat. Le taux de natalité des Arabes est en revanche très élevé ; assez élevé pour que même un Israël qui se serait retranché derrière les frontières d'avant 1967 se trouve en danger de perdre sa majorité juive. Il y en a donc qui affirment que la seule solution possible pour qu'Israël reste juif, est de donner aux Arabes un état séparé (mais loin d'être égal en surface) sur une partie (22%) du territoire de la Palestine du Mandat -dans lequel beaucoup ou la plupart des Arabes israéliens iraient volontairement ou seraient déportés pas la force.

Le calcul est donc simple : les ambitions sionistes territoriales doivent être en partie abandonnées. La seule autre solution au dilemme du Sionisme serait d'étendre et d'approfondir le régime d'Apartheid qui existe déjà dans les territoires occupés -en renonçant à la prétention d'être à la fois un état juif et un état démocratique.

Maintenant, si "démocratie" signifie bien comme le nom l'indique que "le demos règne" (le peuple et non les élites) alors Israël comme beaucoup d'états de la terre a renoncé depuis longtemps à cette aspiration, sans parler de la réalité. C'est pourquoi la "démocratie" en pratique signifie souvent seulement la compétition aux élections et la protection libérale des droits politiques.

Les conceptions modernes de la démocratie, même des plus fragiles, ont coexisté avec la vision issue de la révolution américaine (bien qu'avortée là-bas largement à cause de l'esclavage) et pleinement articulée dans la révolution française, selon laquelle un état est composé de ses citoyens - et non d'une ethnie ou d'un groupe religieux particuliers. Donc la démocratie implique l'égalité des droits des citoyens. Même pour ceux qui considèrent que des élections libres suffisent pour considérer un régime comme démocratique, il est nécessaire que les groupes religieux et ethniques n'aient pas d'importance politique. Des élections compétitives, bien sûr ; mais sur un arrière-plan de droits politiques égaux !

C'est pourquoi la démocratie du *Herrenvolk*, une démocratie seulement à l'usage du groupe ethnique dominant, n'est pas une vraie démocratie, même pour les interprétations actuelles de la démocratie les moins exigeantes. Il y en a qui disent que la démocratie israélienne a toujours été une démocratie du *Herrenvolk* ; d'autres qu'il menace d'en devenir une. Donc soit Israël n'a jamais été juif et démocratique, soit il ne peut le rester indéfiniment -à moins de rallier le consensus international en faveur de la solution de deux états.

Alors applaudissons deux fois -pas trois !- la solution de deux états que J-Street et ceux qui pensent comme lui promeuvent. Un état vraiment démocratique sur toute la Palestine serait mieux bien sûr. Mais le monde étant ce qu'il est (et il le sera sans doute encore pour des générations) il n'y a malheureusement pas moyen d'y parvenir. C'est pourquoi, même s'il faut prendre en considération les inconvénients de la solution de deux états, il faut surtout faire en sorte que le mieux ne devienne pas l'ennemi du bien. Les Palestiniens ont assez souffert.

## Notes :

\* En Anglais *lamestream* : jeu de mot sur *mainstream* médias, médias dominants.

mercredi 15 juin 2011 –

Andrew Levine –

Counterpunch

\* **Andrew Levine** est un membre éminent de the *Institute for Policy Studies*.

Ses derniers livres sont : *THE AMERICAN IDEOLOGY* (Routledge) et *POLITICAL KEY WORDS* (Blackwell) et il a écrit beaucoup d'autres livres et articles sur la philosophie politique.

Il a enseigné la philosophie à *The University of Wisconsin-Madison* et a été professeur en recherche philosophique à *The University of Maryland-College Park*.

10 juin 2011 –

CounterPunch –

Pour consulter l'original : <http://www.counterpunch.org/levine0...>

---

## Annexe

### Démolitions de maisons dans Jérusalem-Est de 2004 au 31 décembre 2010 - chiffres B'Tselem

mardi 7 juin 2011 - 07h:05

B'Tselem

Statistiques des démolitions de maisons construites sans le permis de l'occupant israélien rien qu'en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem-Est.

Face aux destructions de l'envahisseur israélien, démolisseur et massacreur, une résistance acharnée et indéfectible du peuple palestinien.

Année	: Nombre : de maisons	: Population laissée : sans abri	: Enfants laissés : sans abri
2004	: 53	: 194	: 110
2005	: 70	: 140	: 78
2006	: 44	: 98	: 18
2007	: 62	: 219	: 149
2008	: 78	: 340	: 188
2009	: 47	: 256	: 145
2010	: 22*	: 191	: 94
Total	: 376	: 1438	: 782

\* 13 de ces maisons ont été démolies par la municipalité israélienne d'occupation de Jérusalem. Les 9 autres maisons ont dû être démolies par leur propriétaire, après ordre israélien, pour éviter que les démolitions soient effectuées par la municipalité avec une amende et le coût de la démolition à la charge du propriétaire.

Démolitions totales et partielles de maisons et autres structures dans Jérusalem-Est occupée, de 1999 à 2008 - chiffres officiels (israéliens)

Année	: Démolitions par la : municipalité de Jérusalem	: Démolitions par le : ministère de l'Intérieur	: Total
1999	: 17	: 14	: 31
2000	: 9	: 7	: 16
2001	: 32	: 9	: 41
2002	: 36	: 9	: 45
2003	: 66	: 33	: 99
2004	: 115	: 18	: 133
2005	: 76	: 14	: 90
2006	: 71	: 10	: 81
2007	: 69	: 6	: 75
2008*	: 71	: 6	: 77
Total	: 562	: 126	: 688

\* jusqu'en août

Pour voir la ventilation par quartier des nombres de maisons démolies à Jérusalem-Est, de 2004 à 2008 par le ministère de l'Intérieur israélien : [\(1\)](#)

Notes :

1 - Après avoir réexaminé les chiffres, B'Tselem a classé les démolitions de maisons dans les zones autour de Jérusalem en deux catégories : démolitions dans Jérusalem-Est (sous contrôle de la municipalité israélienne de Jérusalem), et démolitions dans les quartiers et communautés avoisinants qui appartiennent au District d'al-Quds (Jérusalem), selon la division régionale de l'Autorité palestinienne. Quand la limite municipale de Jérusalem traverse une communauté, certaines démolitions dans cette communauté sont classées à Jérusalem-Est et d'autres au district d'al-Quds. Les chiffres du district d'al-Quds sont regroupés avec ceux de la Cisjordanie. [\(2\)](#)

2 - Les chiffres des maisons démolies par la municipalité israélienne d'occupation de Jérusalem ont été fournis à B'Tselem par la municipalité le 11 mars 2004 et le 4 novembre 2008, sur demande de B'Tselem fondée sur la loi relative à la Liberté de l'information.

3 - Les chiffres des maisons démolies dans Jérusalem-Est occupée par le ministère de l'Intérieur israélien ont été fournis au Centre d'al-Quds pour les droits sociaux et économiques, le 5 décembre 2004, par le département de l'Urbanisme stratégique du ministère israélien, et à B'Tselem le 24 septembre 2008 dans une lettre de Daniel Segev, responsable aux questions de la liberté de l'information en lien avec ce ministère.

4 - Les chiffres des démolitions par le ministère de l'Intérieur israélien pour 1999-2001 sont tirés du rapport de septembre 2004 du Comité israélien contre les démolitions de maisons ([ICAHAD](#))

Démolitions de maisons construites sans le permis israélien dans Jérusalem-Est occupée

De 1999 à 2003, la municipalité d'occupation de Jérusalem a démoli 240 structures de propriété palestinienne. Le tableau suivant ventile les démolitions de structures dans Jérusalem-Est occupée par quartier. Il indique également le nombre de bâtiments juifs démolis.

Quartier	: 1999	: 2000	: 2001	: 2002	: 2003	: Total
'Issawiya	: 6	1	0	11	0	: 18
Vieille ville	: 1	0	0	2	4	: 7
Beit Hanina	: 2	1	9	8	19	: 39
Abu Tor	: 0	0	0	0	4	: 4
Jabel Mukhaber	: 2	0	1	1	9	: 13
Ras al-'Amud	: 2	3	4	1	3	: 13
A-Tur	: 1	0	1	0	3	: 5
Shu'afat	: 3	3	17	3	6	: 32
Sheikh Jarakh	: 0	1	0	1	1	: 3
Silwan	: 0	0	0	2	10	: 12
Zur Baher	: 0	0	0	7	4	: 11
Total bâtiments palestiniens démolis	: 17	9	32	36	63	: 157
Total bâtiments juifs démolis	: 4	6	6	13	1	: 30

Les statistiques ont été fournies à B'Tselem par la municipalité israélienne d'occupation de Jérusalem le 11 mars 2004, sur demande fondée sur la loi relative à la Liberté de l'information.

#### Démolitions de maison, 1987/1998

Année : Jérusalem-Est

1987 : non fourni

1988 : 30

1989 : non fourni

1990 : non fourni

1991 : non fourni

1992 : 12

1993 : 48

1994 : 29

1995 : 25

1996 : 17

1997 : 16

1998 : 30

Sources des informations :

1 - Les statistiques sur les maisons démolies par la municipalité israélienne d'occupation de Jérusalem ont été fournies à B'Tselem par la municipalité le 11 mars 2004, sur demande fondée sur la loi relative à la Liberté de l'information.

2 - Les statistiques sur les maisons démolies dans Jérusalem-Est occupée par le ministère de l'Intérieur israélien ont été fournies au Centre de Jérusalem pour les droits sociaux et économiques le 12 décembre 2004 par le département de l'Urbanisme stratégique du ministère de l'Intérieur, et à B'Tselem par la lettre du 24 septembre 2008 de Daniel Segev, responsable aux questions de la liberté de l'information en lien avec ce ministère.

B'Tselem

(1)

Ventilation par quartier des nombres de maisons démolies dans Jérusalem-Est occupée, de 2004 à 2008 (jusqu'au 24 septembre 2008), par le ministère de l'Intérieur israélien.

Chiffres donnés à B'Tselem par Daniel Segev, responsable aux questions de la liberté de l'information au ministère de l'Intérieur, par lettre du 24 septembre 2008.

2008 (jusqu'au 24/09/2008)

Quartier	: Structures habitées	Structures non habitées	: Total
----------	-----------------------	-------------------------	---------



Quartier	: Structures : habitées	Structures non habitées	: Total
Abu Tor	: 0	0	: 0
Al-E'sawiya	: 1	0	: 1
Al-Walajah	: 0	0	: 0
A-Sawahrah	: 1	0	: 1
'Atarot	: 0	0	: 0
A-Tur	: 0	0	: 0
Beit Hanina	: 3	0	: 3
Kafr 'Aqab	: 0	0	: 0
Wadi al-Joz	: 0	0	: 0
Zur Baher	: 1	0	: 1
Deir al-'Amud	:	:	:
Total	: 6	0	: 6

2007

Quartier	: Structures : habitées	Structures non habitées	: Total
Abu Tor	: 0	0	: 0
Al-E'sawiya	: 0	0	: 0
Al-Walajah	: 1	0	: 1
A-Sawahrah	: 2	0	: 2
'Atarot	: 0	0	: 0
A-Tur	: 0	0	: 0
Beit Hanina	: 1	0	: 1
Kafr 'Aqab	: 0	0	: 0
Wadi al-Joz	: 0	0	: 0
Zur Baher	: 1	1	: 2
Deir al-'Amud	:	:	:
Total	: 5	1	: 6

2006

Quartier	: Structures : habitées	Structures non habitées	: Total
Abu Tor	: 0	0	: 0
Al-E'sawiya	: 0	0	: 0
Al-Walajah	: 5	0	: 5
A-Sawahrah	: 1	0	: 1
'Atarot	: 0	0	: 0
A-Tur	: 0	0	: 0
Beit Hanina	: 2	0	: 2
Kafr 'Aqab	: 0	0	: 0
Wadi al-Joz	: 0	0	: 0
Zur Baher	: 2	0	: 2
Deir al-'Amud	:	:	:
Total	: 10	0	: 10

2005

Quartier	: Structures : habitées	Structures non habitées	: Total
Abu Tor	: 1	0	: 1
Al-E'sawiya	: 0	0	: 0

Quartier	: Structures : habitées	Structures non habitées	: Total
Al-Walajah	: 0	6	: 6
A-Sawahrah	: 0	0	: 0
'Atarot	: 0	0	: 0
A-Tur	: 1	0	: 1
Beit Hanina	: 2	1	: 3
Kafr 'Aqab	: 1	1	: 2
Wadi al-Joz	: 1	0	: 1
Zur Baher	: 0	0	: 0
Deir al-'Amud	: 0	0	: 0
Total	: 6	8	: 14

2004

Quartier	: Structures : habitées	Structures non habitées	: Total
Abu Tor	: 0	0	: 0
Al-E'sawiya	: 0	0	: 0
Al-Walajah	: 0	0	: 0
A-Sawahrah	: 1	3	: 4
'Atarot	: 6	0	: 6
A-Tur	: 2	2	: 4
Beit Hanina	: 3	0	: 3
Kafr 'Aqab	: 0	0	: 0
Wadi al-Joz	: 0	0	: 0
Zur Baher	: 1	0	: 1
Deir al-'Amud	: 0	0	: 0
Total	: 13	5	: 18

B'Tselem

(2)

Statistiques des démolitions de maisons construites sans le permis israélien en Cisjordanie occupée (dont Jérusalem-Est) \*

2010

District	: Nombre : de maisons	: Population laissée : sans abri	: Enfants laissés : sans abri
Al-Quds	: 0	: 0	: 0
Bethléhem	: 5	: 34	: 24
Jénine	: 0	: 0	: 0
Hébron	: 3	: 27	: 21
Tubas	: 51	: 219	: 94
Tulkarem	: 0	: 0	: 0
Jéricho	: 3	: 37	: 24
Jérusalem-Est**	: 22	: 191	: 94
Salfit	: 2	: 7	: 5
Qalqilya	: 1	: 5	: 3
Ramallah et Al-Birah	: 2	: 9	: 1
Naplouse	: 19	: 134	: 51
total	: 108	: 663	: 317

\* Chiffres actualisés au 31 décembre 2010.

\*\* Dans Jérusalem-Est, 13 des maisons ont été démolies par la municipalité d'occupation. Les 9 autres maisons ont dû être démolies par leur propriétaire après ordre israélien, pour éviter que les démolitions soient effectuées par la municipalité avec une amende et le coût de la démolition à la charge du propriétaire.

2009

Année	: Nombre : de maisons	: Population laissée : sans abri	: Enfants laissés : sans abri
Al-Quds	: 3	: 27	: 15
Bethléhem	: 0	: 0	: 0
Jénine	: 0	: 0	: 0
Hébron	: 0	: 0	: 0
Tubas	: 24	: 181	: 38
Tulkarem	: 0	: 0	: 0
Jéricho	: 0	: 0	: 0
Salfit	: 0	: 0	: 0
Qalqilya	: 0	: 0	: 0
Ramallah et Al-Birah	: 1 :	: 9 :	: 7 :
Naplouse	: 0	: 0	: 0
total	: 28	: 217	: 60

2008

Année	: Nombre : de maisons	: Population laissée : sans abri	: Enfants laissés : sans abri
Al-Quds	: 11	: 64	: 39
Bethléhem	: 0	: 0	: 0
Jénine	: 0	: 0	: 0
Hébron	: 7	: 62	: 36
Tubas	: 8	: 68	: 14
Tulkarem	: 0	: 0	: 0
Jéricho	: 13	: 81	: 52
Salfit	: 0	: 0	: 0
Qalqilya	: 2	: 9	: 6
Ramallah et Al-Birah	: 3 :	: 22 :	: 16 :
Naplouse	: 0	: 0	: 0
total	: 44	: 306	: 163

2007

Année	: Nombre : de maisons	: Population laissée : sans abri	: Enfants laissés : sans abri
Al-Quds	: 3	: 22	: 3
Bethléhem	: 3	: 7	: 5
Jénine	: 2	: 11	: 7
Hébron	: 21	: 164	: 60
Tubas	: 0	: 0	: 0
Tulkarem	: 7	: 0	: 0
Jéricho	: 4	: 82	: 44
Salfit	: 1	: 0	: 0
Qalqilya	: 1	: 0	: 0
Ramallah et Al-Birah	: 2 :	: 22 :	: 7 :
Naplouse	: 0	: 0	: 0

Année	: Nombre	: Population laissée	: Enfants laissés
	: de maisons	: sans abri	: sans abri

total	: 44	: 308	: 126
-------	------	-------	-------

2006

Année	: Nombre	: Population laissée	: Enfants laissés
	: de maisons	: sans abri	: sans abri

Al-Quds	: 6	: 12	: *
---------	-----	------	-----

Bethléhem	: 15	: 109	: 42
-----------	------	-------	------

Jénine	: 5	: 35	: 17
--------	-----	------	------

Hébron	: 4	: 31	: 15
--------	-----	------	------

Tubas	: 3	: 43	: *
-------	-----	------	-----

Tulkarem	: 0	: 0	: *
----------	-----	-----	-----

Jéricho	: 0	: 0	: *
---------	-----	-----	-----

Salfit	: 4	: 14	: *
--------	-----	------	-----

Qalqilya	: 8	: 5	: *
----------	-----	-----	-----

Ramallah	: 6	: 0	: *
----------	-----	-----	-----

et Al-Birah	:	:	:
-------------	---	---	---

Naplouse	: 0	: 0	: *
----------	-----	-----	-----

total	: 51	: 249	: au moins 74
-------	------	-------	---------------

\* Pas de chiffre disponible pour B'Tselem.

#### Démolitions de maisons et autres structures en Cisjordanie 1999/2004, chiffres officiels

Année	: Nombre
	: de maisons

1999	: 101
------	-------

2000	: 41
------	------

2001	: 186
------	-------

2002	: 276
------	-------

2003	: 306
------	-------

2004	: 139
------	-------

Total	: 1049
-------	--------

#### Démolitions de maisons 1987/1998, chiffres B'Tselem

Année	: Cisjordanie	: Jérusalem-Est	: Total
	: hors Jérusalem-Est	:	:

1987	: 103	non fourni	: 103
------	-------	------------	-------

1988	: 393	30	: 423
------	-------	----	-------

1989	: non fourni	non fourni	: 347
------	--------------	------------	-------

1990	: non fourni	non fourni	: 102
------	--------------	------------	-------

1991	: non fourni	non fourni	: 227
------	--------------	------------	-------

1992	: 148	12	: 160
------	-------	----	-------

1993	: 63	48	: 111
------	------	----	-------

1994	: 120	29	: 149
------	-------	----	-------

1995	: 43	25	: 68
------	------	----	------

1996	: 140	17	: 157
------	-------	----	-------

1997	: 233	16	: 249
------	-------	----	-------

1998	: 150	30	: 180
------	-------	----	-------

Total	:	:	: 2276
-------	---	---	--------

Notes :

1 - Après avoir réexaminé des chiffres, B'Tslem a classé les démolitions de maisons dans les zones autour de Jérusalem en deux catégories : démolitions dans Jérusalem-Est (sous contrôle de la municipalité de Jérusalem), et démolitions dans les quartiers et communautés avoisinants qui appartiennent au District d'al-Quds, selon la division régionale de l'Autorité palestinienne. Quand la limite municipale de Jérusalem traverse une communauté, certaines démolitions dans cette communauté sont classées à Jérusalem-Est et d'autres au district d'al-Quds. (Voir les chiffres de Jérusalem-Est).

2 - Tous les chiffres sont basés sur les recherches de B'Tselem, sauf s'il en est spécifié autrement.

3 - Les statistiques sur les maisons démolies par la municipalité israélienne d'occupation de Jérusalem ont été fournies à B'Tselem par la municipalité le 11 mars 2004, sur demande fondée sur la loi relative à la Liberté de l'information.

4 - Les statistiques sur les maisons démolies dans Jérusalem-Est par le ministère de l'Intérieur israélien ont été fournies au Centre de Jérusalem pour les droits sociaux et économiques le 12 décembre 2004, par le département de l'Urbanisme stratégique du ministère de l'Intérieur.

5 - Les statistiques sur les démolitions de maisons dans le reste de la Cisjordanie ont été fournies à B'Tselem par l'Administration civile israélienne le 31 mars 2004 sur demande fondée sur la loi relative à la Liberté de l'information.

6 - Les statistiques de 2004 et celles des maisons démolies dans Jérusalem-Est du ministère de l'Intérieur entre 1999 et 2001 sont tirées d'un rapport publié par l'ICAHN (Comité israélien contre les démolitions de maisons) de septembre 2004.

[B'Tselem](#) –

traduction : JPP

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=10716](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10716)

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19